L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 21 MAI 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 21 MAI 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par W. I. Hodgson & Son, à la Bourse des Encanteurs, joli cottage couvert en ardoises, rue Dryades, près Jackson.

Par Geo. G. Friedrichs, à la Bourse des Encanteurs, un îlot de terre près du City Park.

Par D. E. Morphy, au No 28 rue Decatur, le fonds d'un magasin de vins et liqueurs, installations de bureau, etc.

Les Défaites du Gouvernement Allemand.

Voici la machine politique une fois de plus détraquée, en Allemagne. Le gouvernement tire constamment à droite; le Reichstag, constamment à gauche; et comme chacun des deux s'obstine à ne pas céder à son adversaire, il n'y a pas moyen de s'entendre. La discorde règne autant dans l'ordre économique que dans l'ordre politique. Coup sur coup, deux projets d'une grande importance et qui sont l'expression exacte de la pensée gouvernementale, viennent d'être rejetés : le projet de loi anti-révolutionnaire ou anti-socialiste et celui de l'impôt sur les tabacs. Le désaccord n'existe pas seulement entre l'exécutif et le législatif; il s'est glissé jusqu'au sein du Cabinet. Le ministre de l'intérieur, Von Koeller, dont le malencontreux projet anti-révolutionnaire, aussi maladroitement rédigé que mal défendu, vient de subir une défaite signalée, ne se tient pas pour battu; il veut revenir à la charge et présenter un autre projet plus précis, plus net, moins inquiétant pour tout ce qui a un peu de libéralisme dans le cœur, mais qui n'a guère plus de chance de succès que le premier, devant une assemblée parfaitement déterminée à réagir contre les tentatives réactionnaires du pouvoir.

Le prince de Holenlohe qui, s'il n'est pas un politique de premier ordre, est du moins un homme très sensé, s'est parfaitement rendu compte de la situation. Après les deux échecs éclatants qu'il venait de subir, lui et son Cabinet, il a compris qu'il n'y avait rien à faire avec le Reichstag et que le seul parti à prendre, était celui de la résignation, sauf, à faire appel au corps électoral. Il avait même donné sa démission de chancelier, immédiatement après le vote contre la loi anti-révolutionnaire, et avant le rejet de l'impôt sur les tabacs.

Naturellement, Guillaume II a refusé et forcé le Prince à rester à son poste. On se contentera sans-doute de sacrifier le ministre de l'intérieur, Von Kœller, de renvoyer les membres du Reichstag chez eux, et de convoquer le corps électoral—si on l'ose toutefois, car on n'est pas bien sûr de l'emporter devant le pays. Il est possible, probable même que le parlement futur soit plus intraitable, plus indisciplinable que le présent—auquel cas, la situation deviendrait grave, presqu'inextricable.

Telle est l'impasse, où depuis plus de vingt ans, le régime hybride inventé par M. de Bismarck jette constamment l'Allemagne.

On commence par dire aux populations : "Vous êtes les maîtresses"; puis, on veut leur imposer des idées autres que les leurs, une politique dont elles ne veulent pas. Tout naturellement elles résistent. Si le gouvernement Allemand était franchement parlementaire comme en Angleterre; franchement représentatif comme aux Etats-Unis, les choses s'arrangeraient toujours facilement. La victoire resterait nécessairement à la volonté nationale, ou au corps qui la représente; mais, en Allemagne, tout cet appareil parlementaire n'a servi jusqu'ici que de couverture à un gouvernement essentiellement personnel qui doit constamment, en vertu du système, avoir le dernier mot.

Un pareil régime, qui consiste à faire, à chaque instant, appel à l'opinion publique, avec l'intention bien arrêtée de ne jamais la suivre, si elle vous contredit, et de n'en faire, en définitive, qu'à sa tête—un pareil régime n'est possible qu'avec une autorité personnelle, toute puissante, qui s'impose à tous, comme celle dont jouissait M. de Bismarck, après la fondation de l'Empire. En dépit de ses brillantes qualités, que l'on aurait tort de contester, en dépit de l'appareil prestigieux dont il s'entoure, Guillaume II n'a pas, ne peut pas avoir cette autorité; il n'a rien fait pour la conquérir, et il joue gros jeu, en établissant ainsi un conflit perpétuel entre lui et le Reichstag. Il compromet son autorité qui n'est pas des plus solides, et qui a déjà reçu plus d'une atteinte; il compromet plus encore l'Empire qui est, après tout, une grande œuvre et peut, dans l'avenir, devenir un tout-puissant facteur dans les destinées du vieux monde.

TURQUIE.

Des agitateurs arméniens viennent de tenter, dans la ville d'Arabkir, un nouveau coup en vue d'y déchaîner la haine entre musulmans et chrétiens. C'est dans ce but qu'on a jeté dans l'église arménienne d'Arabkir le corps d'un chien décapité, et dans la chapelle protestante de la même localité la tête de l'animal, attachés tous deux à des croix en bois auxquelles étaient suspendus des écriteaux portant des menaces rédigées en turc.

Aussitôt que cette profanation fut portée à la connaissance des autorités ottomanes, une enquête fut ordonnée pour découvrir les coupables. Entre-temps, quelques centaines d'Arméniens se réunirent dans le jardin de l'église et aux environs et se livrèrent à des manifestations tumultueuses, proférant des injures et prenant une attitude provocatrice. Mais heureusement, grâce aux mesures sages prises par les autorités et aux exhortations prodiguées pour ramener le calme dans les esprits, aucun incident ne s'est produit. Procès-verbal fut dressé et revêtu de la signature de personnes dignes de foi, parmi lesquelles l'évêque arménien, plusieurs des notables de sa communauté, ainsi que le chef de la communauté protestante.

Le but poursuivi par les agitateurs tendait évidemment à exciter les chrétiens contre les musulmans, afin de provoquer des représailles de la part de ces derniers, à l'instar de l'incident de Tokat.

L'enquête judiciaire qui se poursuit sur les lieux fera bientôt connaitre les coupables.

LA SITUATION FINANCIÈRE EN ANGLETERRE.

On est très préoccupé en Angleterre de l'exposé de la situation financière que sir William Harcourt a fait à la Chambre des Communes. Le gouvernement reconnait que les perceptions fiscales ont atteint les limites des forces rationnelle contributives de la nation, et cependant personne ne se fait illusion sur la nécessité d'accroître l'état militaire et naval du pays, ce qui exigera des dépenses supplémentaires, et par conséquent des sacrifices pénibles, puisque, de l'aveu du ministre, ces sacrifices excéderont la limite normale. L'Angleterre, en effet, n'a pas d'armée, quoiqu'elle dépense de ce chef près de 400 millions de francs par an, et il lui faut armer et tenir en pression la flotte dont elle a besoin pour défendre son domaine colonial. Le rétablissement de l'impôt sur la bière et le dégrèvement du whisky ont également produit une mauvaise impression, car on y voit une flatterie du ministère à l'adresse des Irlandais qui ne consomment guère que de l'alcool et qui veulent le boire au meilleur marché possible. D'autre part, la diminution de la consommation du vin, et particulièrement des vins mousseux, met en évidence la gêne progressive des classes bourgeoises qui, par suite de la stagnation des affaires, en sont réduites à restreindre leurs dépenses et leur bien-être, phénomène qui ne s'était pas produit depuis 1815.

Les Flottes Européennes dans l'Extrême-Orient.

Bien que, par suite des nouvelles pacifiques reçues dernièrement, toute crainte de conflit entre les puissances européennes et le Japon soit écartée, il n'est pas sans intérêt d'indiquer quelles forces navales européennes se trouvaient déjà réunies dans les eaux sino-japonaises.

Ces forces sont considérables.

La France compte là bas, dix bâtiments : le cuirassé de station en bois *Bayard*, qui porte le pavillon du contre-amiral de la Bonninière de Beaumont, commandant en chef la division de l'Extrême-Orient; les croiseurs de 1re classe *Alger* et *Isly*; le croiseur de 2e classe *Duguay-Trouin*; les croiseurs de 3e classe *Beautemps-Beaupré* et *Forfait*; l'aviso *Inconstant* et les canonnières *Lion*, *Lutin* et *Comète*.

La Russie a concentré dans ces mêmes eaux teize navires importants : le cuirassé *Nicolas Ier*; les croiseurs de 1re classe *Amiral Nachimof*, *Vladimir Monomach* et *Pamiat Azova*; le croiseur de 2e classe *Amiral-Kornilof*; les croiseur de 3e classe *Rynda*, *Kreiser*, *Najezdnik* et *Rasboinik*; les canonnières cuirassées *Otragny* et *Grémiastchy* et les avisos-torpilleurs *Vzadnik* et *Guidamak*.

L'Allemagne est représentée par quatre bâtiments : le croiseur de 2e classe *Irène* et les croiseurs de 3e classe *Arcona*, *Cormoran* et *Marie*, auxquels viendra se joindre le croiseur de 2e classe *Prinz-Wilhelm*.

Quant à l'Angleterre, elle possède dans les eaux chinoises le cuirassé *Centurion*, bâtiment-amiral, les croiseurs de 1re classe *Edgar* et *Undaunted*, les croiseurs de 2e classe *Æolus*, *Leander*, *Mercury*, *Rainbow* et *Spartan*, les croiseurs de 3e classe *Archer*, *Perpoise* et *Caroline* et l'aviso *Daphne*; elle dispose, en outre, des canonnières *Firebrand*, *Linnet*, *Peacock*, *Pigmy*, *Plover*, *Rattler*, *Redbreast*, *Redpole* et *Swift*.

Toutes ces escadres n'auront pas à donner et ne seront allées là-bas que pour la promenade.

Il faut s'en réjouir pour tout le monde.

Le Marché de la Chine et le Japon.

Les nouvelles que nous recevons du Japon, prouvent que les puissances européennes ont été bien inspirées en résistant aux ambitions territoriales de cet Empire. Il est même étonnant qu'avec l'habileté, la sagacité rares qu'ils possèdent, les Japonais aient commis cette faute. De quelques ressources qu'ils aient fait preuve, pendant la guerre, ce n'est pas par là qu'ils brillent davantage. C'est à leur industrie, à leur commerce qu'ils devront toute leur grandeur future. Il n'y a pas au monde un peuple plus adroit, plus ingénieux, plus inventif qu'eux.

On se rappelle la mésaventure de cet agent de plusieurs importantes maisons du Nord qui, il y a deux ans, avait obtenu au Japon de grandes commandes d'articles américains, et y retournait, l'année d'après, pour prendre les mêmes ordres. On lui répondit que l'on n'avait plus besoin de ses articles; ils avaient servi de modèles aux industriels Japonais qui les avaient parfaitement imités et ils avaient même trouvé, dans l'intervalle, le moyen de les produire, pour leur compte, à plus bas prix.

Voyez agir les Japonais. A peine ont-ils déposé les armes, que les voilà travaillant à s'assurer le marché de la Chine. Incapables de lutter, au sud, avec l'Angleterre qui s'y est conquis presqu'un monopole pour le placement de ses produits, ils se rejettent sur les côtes du nord, à partir de Formose jusqu'à la Mantchourie. Ils ont déjà sur les lieux des agents actifs qui leur préparent la voie et vont leur y faire une clientèle énorme. La Corée appartient déjà, en grande partie, à leur commerce et ils portent leurs vues vers le golfe de Petchili où s'ouvrent devant eux des débouchés immenses. Les populations y sont très denses; on les y compte par centaines de millions; et, de plus, elles sont peu industrieuses, peu inventives. Il leur faut donc tirer du dehors une grande partie de leurs articles de consommation.

Sans la faute commise par le cabinet du Mikado, les nations européennes, peu au fait de ce qui se passait au Japon, se fussent peut-être laissé enlever une grande partie de ce riche marché. Aujourd'hui, les voilà averties; elles ne se laisseront pas aussi facilement leurrer qu'auparavant.

La loi sur le Revenu déclarée inconstitutionnelle.

Hier, dès midi, la nouvelle de la décision de la Cour Suprême relativement à la loi sur le Revenu, se répandait dans le quartier des affaires de la Nouvelle-Orléans et y causait une véritable émotion.

La Cour venait de la déclarer inconstitutionnelle, *in toto*, disait la dépêche; c'est-à-dire que la loi, toute la loi est nulle et non avenue et que le gouvernement ne peut plus s'attendre à collecter un cent de ce côté; car, cette fois, l'arrêt est définitif et sans appel. La situation du Trésor prend une certaine gravité, comme on le voit. Toutes les recettes sur lesquelles il comptait vont lui manquer, mêmes celles, si faibles fussent-elles, que devait lui laisser le premier arrêt de la Cour Suprême.

Où va-t-il trouver des fonds pour faire face à ses dépenses les plus nécessaires?

Cette décision est assez importante, pour que nous entrions ici, dans quelques détails.

En vertu du paragraphe 1er, qui n'est que la reproduction de l'arrêt déjà rendu sur ce sujet, toute taxe établie sur une propriété foncière et, par suite, sur le revenu provenant de la location de cette propriété est une taxe directe, qui est nul'e et non avenue de par la lettre et l'esprit de la Constitution.

En vertu du paragraphe II, cette décision s'applique également et complètement à toute propriété mobilière et aux revenus et profits qui dérivent de son emploi ou de sa mise en location.

Enfin, le paragraphe III déclare, que toutes les taxes établies par la loi de 1894 sur le revenu, sont nulles et non avenues et que, par conséquent, toute la loi est elle-même nulle et non avenue.

Nous donnons également les noms des juges qui ont voté pour et contre la loi : contre la loi, le président de la cour Fuller, les juges associés Field, Gray, Brewer et Shiras; pour la loi, les juges Harlan, White, Brown et Jackson.

C'est aujourd'hui que l'on commence à comprendre les dangers que l'on court, les mécomptes auxquels on s'expose, en changeant, à tout hasard, la base de l'impôt, les sources des revenus de l'Etat.

Depuis l'établissement de la loi McKinley, depuis surtout son abolition, le Congrès, dévoyé, a commis faute sur faute. Il lui faudra en revenir aux anciens droits d'entrée sur les sucres étrangers, auxquels on n'eut jamais dû toucher, parce qu'on savait ce qu'ils rapportaient régulièrement, et que, nulle part, ils ne provoquaient d'objection. Si on les avait laissés intacts, on n'éprouverait pas aujourd'hui tant de déboires et l'Etat aurait un très sortable actif en caisse, au lieu du déficit qui ne fait que grossir, tous les jours.

UN FUTUR ACADEMICIEN.

Il n'est plus douteux pour personne que M. Jules Lemaître sera nommé au fauteuil Duruy, malgré la redoutable concurrence de M. Delafosse.

Mais le fauteuil de Lesseps sera plus disputé, puisque déjà une douzaine de candidatures se sont inscrites. Parmi celles-ci, celle de M. Francis Charmes est la plus avancée. On raconte à ce propos que, lors des dernières visites qu'il a faites, comme son bagage littéraire était un peu maigre, M. Francis Charmes offrait aux académiciens, en même temps que son volume, les œuvres de son frère, Xavier Charmes.

CHRISTIAN IX.

On commence à parler du projet longtemps médité, de donner à la visite des escadres franco-russes à Kiel un épilogue qui ne pourra que réjouir et consoler tous les cœurs danois.

Escortés des deux croiseurs que le Danemark doit envoyer à Kiel, les navires russes et français se rendraient à Copenhague pour saluer le roi Christian IX qui fut, il y a trente et un an, le maitre de Kiel.

Il est probable que les Espagnols participeront à cette manifestation généreuse.

Peut-être, pour amoindrir l'importance de cette démonstration, les Italiens et les Autrichiens viendront-ils s'ajouter au cortège.

Ils seront tous les bienvenus et apporteront un baume aux blessures de la fierté nationale danoise, qui souffre en voyant de grandes fêtes à Kiel, un port naguère danois.

Si le bruit qui court est vrai, à savoir que c'est la France qui a eu l'idée de la manifestation projetée, cette grande et chevaleresque nation a conquis de nouveaux droits à la reconnaissance de tous les Danois.

ZELE OFFICIEUX

Le *Tageblatt*, de Berlin, qui entretient au quartier général de l'expédition française à Madagascar, un correspondant dont le zèle officieux a déjà émerveillé le public en publiant *in extenso* une proclamation du général Metzinger aux Hovas et autres Madécasses, que son fidèle agent s'est empressé de lui transmettre par la poste. C'est un document littéraire et politique auquel il n'y a rien à redire ni dans le fond ni dans la forme. "Le général, chef des soldats au commencement de la guerre", s'y exprime en un langage que "l'élève drogman" a peut-être trop marqué au coin de la couleur locale. En résumé, il y est dit que la France vient réclamer l'exécution légale des traités d'antan, et "qu'elle prendra avec ses canons et ses fusils ce que l'amitié n'a pu obtenir." Mais ce qui est un sujet d'étonnement, c'est que les Français apprennent ce qui se passe chez eux—car Majunga est chez eux, puisque le drapeau de la France y flotte,—grâce à l'obséquiosité professionnelle du journaliste allemand. La proclamation en question est datée de mars, et elle nous apparait en mai comme une primeur. Quand le vent était bon, on allait aussi vite du temps où Flacour opérait sous les ordres de Richelieu. Une entreprise qui coûte si cher et qui a été préparée de si longue main, devrait avoir un service d'informations mieux organisé.

Voyageurs arrivés à l'Hôtel Grunewald.

A N Skillman, Cincinnati, O; W G Wilmot, N C; Lucian Lehman, Morgan City, Lne; R P Clark, Galveston, Texas; Mme White, Mme G A W Rey, Honey Island; E R Hodges, J E Pritchard, Chicago; W L Syracuse, N Y; J V Ayer, Chicago; D R Wagner, Water Valley, Miss; W R Pede-k, Mobile, Ala; E W Little, New York; J H Dolfeus et femme, Assomption, Lne; W J Chapman St-Louis; Geo F Scruggs, Robt E Speagins, Huntzville, Ala, T A Geary, Vicksburg; Chas Knowlton, Baton Rouge; Joseph Franklin, femme et fils, Galvestan; Mme Bessie Cottrel, Bay City, Mich; J M Cobb, Chicago; J B Hudson, W W Haralson, Fort Payne, Ala; Thomas H Gilbert et femme, Huntzville, Ala; John P Parker, Monroe, Louisiane; Mlle Lee Ora Simpson, Hattiesburg, Miss; S Berg, New York; Frank Johnson, Jackson; Jas K Vardeman, Greenwood, Miss; P M B Wait, Sandusky, Miss; J N Penrod, Goshen, Ind; W O Wilkinson, D C H Spencer, Crystal Springs; Mme J Jay White, Mme Emily Atkinson, Sumter; S B Brown, B Lyland, Water Valley; John B Mangum, Chicago, Illinois; Frank Phillips, Florida; Jno. Steele, A M Meddendorf, Balto; Jno. S Kelton Williams, Richmond, Vie; W A Sweft, Gle; Ted. Prendergast, Chicago, Ill.; A J Cherek et femme, Brookhaven, Miss; A M Farrar, St-Louis, Mo; Steward Tate, Pensacola; C H Burnett, N Y; J E Brown Paulding, Miss; G Alexander, ville; R P Clarke, Galveston, Texas; Mme R M Tannehill, Mexico; Les Cockrane et femme, Mexico; L Albert, Louisville, Ky; H Lyons, New York; Geo Hopper, Paterson, N J; J T Gumble, Alabama; W J Williams, Lafayette, Lne; Max Lobenstein, New York; N N Cox, W E Winstead, Franklin; C Penberton et femme, Philadelphie; E W Huron, Louisville; W P Flower, Rapides; R P Barrocc et femme, Houma, Lne; A Vega, Donaldsonville; H O Pike, Jacksonville, Fla; Dunbar Rocoland, Mississippi; W G Mitchell, ville.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

A Corinto.

Presse Associée.

New-York, 20 mai. — Une dépêche spéciale de Managua au *World* dit que le travail d'amélioration du port de Corinto a commencé. Les casernes construites pendant l'occupation des Anglais deviendront permanentes et une garnison y sera installée.

Assemblée des Insurgés. Un Gouvernement Provisoire.

Presse Associée.

New York, 20 mai—Des avis reçus au quartier-général des Insurgés à New York, annoncent que Gomez a ordonné à toutes les bandes comprenant 100 hommes ou plus, d'envoyer un délégué à l'Assemblée générale qui sera tenue à Yara au mois de juin, pour mettre en vigueur la Déclaration de l'Indépendance et organiser un gouvernement provisoire.

Les chefs cubains espèrent beaucoup que les Etats-Unis les reconnaîtront comme belligérants à la prochaine session du Congrès de Washington.

Au Pérou.

Presse Associée.

New York, 20 mai—D'après A. H. Deviras, un Péruvien arrivé récemment à New York, les élections prochaines seront certainement un triomphe pour les catholiques et Pierola sera élu président.

L'opinion qu'il sera élu est si générale, dit M. Deviras, que Gonzales Prada, le leader des Libéraux, ne se présentera même pas. Prada est l'adversaire déclaré du parti catholique qui est depuis si longtemps au pouvoir.

La farine hongroise au Brésil.

Presse Associée.

Washington, 20 mai.—Le consul américain de Buda-Peath a envoyé au ministère d'Etat un rapport des exportations des farines de cette ville au Brésil.

116,994 barils ont été expédiés en 1694 contre 121,730 en 1893 et 96,780 en 1892. La plus grande exportation est celle de 1889; elle a atteint 272,697 barils; elle a décliné depuis jusqu'en 1892.

Le consul dit que les meuniers essaient d'obtenir une réduction des prix du frêt afin d'augmenter leur commerce avec le Brésil. L'importation du Brésil en Hongrie consiste principalement en café.

La Morue et le Hareng.

Presse Associée.

Washington, 20 mai—Le consul Burge, de Bergen en Norwège, envoie au ministère d'Etat un rapport sur la pêche de la morue et du hareng dans cette section pendant la saison dernière. Le total des morues prises dans les districts embrassant les eaux de Bergen s'élève à 338,300,000; le plus grand nombre depuis beaucoup d'années.

Mais si le nombre est considérable, le rendement d'huile de foie est proportionnellement faible, par suite de la petitesse de ces organes. La valeur des prises est de $2 800,000, distribués entre tous les pêcheurs.

La quantité de harengs prise dans le district de Bergen est de 105,000 barils contre 84 000 en 1894. Le prix moyen du baril est de 2 dol ars.

Meurtre en Russie.

Presse Associée.

New York, 20 mai—Une dépêche spéciale au *Herald* annonce que le baron Dzanowicz a tiré sur le comte Ostrogo, un propriétaire terrien de Minsk, et l'a tué. La cause du meurtre demeure un mistère, mais on pense que c'est une vengeance. Le baron est arrêté.

Une princesse en démence.

Presse Associée.

New York, 20 mai—Une dépêche spéciale de Berlin au *Herald* dit que d'après le *Reichsanzeiger* la princesse Waldemar de Danemark, née princesse Marie d'Orléans, dont les excentricités ont si longtemps embarrassé son mari, a été placée dans un asile privé près de Vienne.

Son père, le duc de Chartres, qui est en visite chez le duc et la duchesse de Cumberland, à Gmunden, dit que sa fille est en bonne santé, mais des informations particulières annoncent qu'elle souffre d'attaques nerveuses qui sont déclarées incurables.

Mort du Gouverneur Anglais de Corinto.

Presse Associée.

Londres, 20 mai—L'amirauté a reçu la nouvelle de la mort du capitaine Frédérick P. French, du Royal Arthur, nommé gouverneur de Corinto, au Nicaragua, pendant l'occupation récente de ce port par les Anglais. Le capitaine est mort pendant le voyage du navire de Corinto à Victoria, dans la Colombie Britannique.

Naufrage.

Presse Associée.

Douvres, Angleterre, 20 mai—La barque norvégienne Ceylan, capitaine Olsen, a fait naufrage près de Douvres. Six hommes de l'équipage ont été noyés.

Lord Roseberry.

Presse Associée.

Londres, 20 mai.—Des rumeurs se répandaient ce soir dans les couloirs de la Chambre des Communes annonçant que le premier ministre, lord Roseberry, avait donné sa démission ou était sur le point de la donner, et que la dissolution du Parlement était imminente et aurait lieu probablement le mois prochain.

Il a été impossible d'obtenir la confirmation de ces rumeurs.

Le Nouveau Procès de Wilde.

Presse Associée.

Londres, 20 mai—La cour d'Old Bailey était remplie de monde aujourd'hui à 11 heures du matin, lorsque le juge Wills, accompagné du lord-maire de Londres, Sir Joseph Ronalds, et de plusieurs aldermen, a pris son siège au tribunal au commencement du nouveau procès d'Oscar Wilde, accusé de méfaits graves.

Wilde avait été conduit à la cour; il était accompagné de lord Alfred Douglass Hawick et du révérend Stewart Headlam, ses deux répondants. Ses yeux étaient hagards, mais sa santé semble s'être améliorée depuis sa mise en liberté sous caution; il a traversé en souriant le préau des prisonniers et s'est placé aux côtés d'Alfred Taylor, son co-accusé.

Sir Edward Clarke, défenseur de Wilde, a immédiatement prononcé une plaidoierie longuement élaborée pour demander de juger son client séparément. La cour a consenti et a décidé de juger d'abord Alfred Taylor. Sir Clarke a aussitôt exposé longuement le tort immense fait à Wilde en le forçant d'attendre la fin du procès de Taylor.

Mais malgré ce discours, Wilde paraissait très content lorsque le juge a renouvelé sa caution. Il a signé lui-même pour $12,500. Lord Alfred Douglas et le révérend Steward Headlam ont signé chacun pour $6250.

Il est dès maintenant probable que l'affaire d'Oscar Wilde ne sera appelée qu'à la prochaine session de la cour criminelle centrale; et il y a évidemment peu de chances de le voir condamner.

De tous côtés, des commentaires indignés peuvent être entendus sur le tour nouveau que prennent les événements.

Le procès de Taylor a commencé aussitôt.

A Cuba.

Presse Associée.

La Havane, 20 mai.—Les autorités espagnoles, après les récentes visites de correspondants de journaux américains aux camps des insurgés, ont lancé des ordres interdisant ces visites sous des peines sévères.

La soumission de diverses forces rebelles est annoncée. Les communications par chemin de fer avec San Luis sont rétablies, mais les habitants de cette ville et de Cristo sont tellement alarmés des progrès des insurgés, qu'ils fuient vers Santiago de Cuba.

Les troupes commandées par le major Codines, à Fotuis, après avoir été attaquées par les rebelles, ont ouvert le feu et en ont tué 5 et blessé plusieurs autres.

Vendredi, dans le voisinage de Tranquilidad de Arriba, un engagement sérieux a eu lieu entre les troupes régulières et les rebelles; les espagnols se sont emparés des positions des insurgés. Un régulier a été tué et 3 blessés.

La bande de rebelles commandée par Félix Rocns a récemment attaqué le village de Sabana, près de Baracoa et a pillé les magasins. Le colonel Rodger est parti à leur poursuite, mais après avoir parcouru une distance considérable, il a dû revenir sans avoir rencontré l'ennemi.

Les insurgés ont attaqué de nouveau Dos Caminos et ont brûlé un magasin, mais la garde nationale les a obligés à se retirer.

Des bandes de rebelles ont été organisées dans le district de Trinidad par Ramon Olano. A Tunas et à Zaza sept individus ont été recrutés; ils sont sous les ordres de Luis Lago. Massino et Alvarez, à la tête de petites bandes, essaient de gagner Camaguey.

On comprend que Maceo a conçu le plan d'une diversion dans le voisinage de Santiago de Cuba, afin d'attirer l'attention des autorités sur cet endroit, pour permettre aux rebelles de passer Camaguey et Elmo.

Nouvelles Américaines.

Emeute à Cleveland.

Presse Associée.

Cleveland, Ohio, 20 mai—Une émeute a éclaté entre les ouvriers de l'union et ceux qui n'y appartiennent pas, dans les ateliers de charpente. Plusieurs voitures de police transportant des forces sont parties pour le lieu du désordre.

Harrison et McKinley.

Presse Associée.

New-York, 20 mai. — Le général Harrison aura le plaisir de rencontrer le gouverneur McKinley à New-York, le 30 mai, si le programme de ces messieurs n'est pas changé d'ici là.

Ce dernier a exprimé le désir de faire un discours aux Exercices commémoratifs que auront lieu à la tombe de Grant, à cette date.

L'Amiral Meade.

Presse Associée.

Washington, 20 mai—Le Président a mis à la retraite l'amiral Meade, sur sa propre demande, et, en le faisant, lui a adressé une sévère réprimande.

La demande de l'amiral a été envoyée le 9 mai au ministère de la marine qui l'a transmise à M. Cleveland. Ce dernier l'a renvoyée aujourd'hui au ministère de la marine avec la lettre suivante :

Palais de l'Exécutif,
le 20 mai 1895.

La recommandation ci-incluse est approuvée, et le contre-amiral Richard W. Meade est par la présente retiré du service actif de la marine, suivant le paragraphe 1433 des statuts.

Le Président regrette excessivement que le long service actif de cet officier, si brillant au début de sa carrière marquée si souvent d'incidents honorables, soit, à la fin, terni par une conduite en désaccord avec elle, et incompatible avec l'exemple qu'un officier de son rang doit donner à ses subordonnés, et avec la soumission à la discipline.

GROVER CLEVELAND.

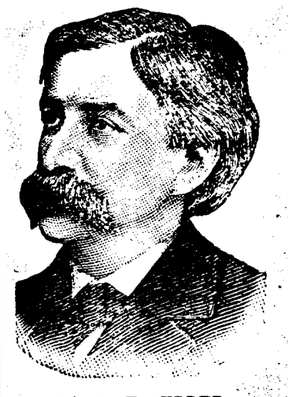
Les Confédérés à Houston.

Presse Associée.

Houston, Texas, 20 mai—La pluie, ce matin, a causé le renvoi à demain de la parade des troupes.

Le soleil a brillé dans l'après-midi et des groupes nombreux se sont rendus au camp Culberson, où les troupes ont été passées en revue par le gouverneur Culberson, le général A. S. Roberts et l'adjudant-général W. H. Maybry.

Dix mille Confédérés sont déjà arrivés pour assister à la réunion des Confédérés Unis, qui aura lieu mercredi. Le général Gordon, Mme Hayes et mademoiselle Winnie Davis arriveront demain soir. Ils seront l'objet d'une ovation à Orange, à la frontière de l'Etat.



LE JUGE FULLER,

Président de la Cour Suprême des Etats-Unis.

La loi d'impôt sur le revenu déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême.

Presse Associée.

Washington, 20 mai—Immédiatement au commencement de l'audience de la Cour Suprême des Etats Unis, le président juge Fuller a commencé la lecture de la décision de la Cour sur la loi d'impôt sur le revenu.

Le fait que M. Fuller en donne lecture est généralement accepté comme la preuve que la loi sera déclarée inconstitutionnelle en entier.

Les conclusions de la cour sont les suivantes :

1. Nous sommes d'avis que l'opinion déjà énoncée, que les taxes sur les immeubles étant incontestablement des contributions directes, l'impôt sur les revenus des immeubles est également une contribution directe.

2. Nous sommes d'opinion que les taxes sur les propriétés personnelles ou sur le revenu des propriétés personnelles sont de même des contributions directes.

3. Les taxes imposées par les paragraphes 27 à 37, inclusivement, de la loi de 1894, en tant qu'elles frappent le revenu des immeubles et des propriétés personnelles, étant des taxes directes d'après la constitution, sont inconstitutionnelles et nulles, parce qu'elles ne sont pas proportionnées à la représentation. Tous les paragraphes, constituant un système de taxes ne sont nécessairement pas valides.

Les arrêts déjà enregistrés devant cette cour seront annulés.

Les décrets qui suivent seront infirmés, et les cas rappelés avec instruction d'accorder le redressement de droit.

Les paragrapes 27 à 37 de la loi de 1894, auxquelles la cour fait allusion dans ses conclusions, sont, dans les opinions, tous les paragraphes de la loi ayant trait à l'impôt sur le revenu, de sorte que la loi d'impôt sur le revenu est déclarée spécifiquement nulle.

Il y avait une foule inusitée dans la salle d'audience de la Cour Suprême, en prévision de la décision finale sur la loi d'impôt sur le revenu; elle était comble bien avant la réunion des juges à midi.

Les assistants comprenaient beaucoup d'avocats, et une représentation complète de la Presse, ainsi que beaucoup de membres du Congrès. Les juges étaient arrivés de bonne heure au Capitole; leur consultation a commencé à dix heures précises, et a duré jusqu'à midi moins quelques minutes.

Tous les membres de la Cour Suprême étaient présents, y compris le juge Jackson, qui s'est présenté à la grande surprise de tous, excepté de ses collègues.

Quoique d'autres affaires ont été discutées dans la conférence des juges, la loi sur le revenu a reçu la plus grande part de l'attention des membres de la Cour.

La présence du juge Jackson a donné lieu à toutes sortes de suppositions sur la possibilité d'une surprise au public.

Le fait que M. Jackson était à Washington et a pris part à la consultation d'aujourd'hui n'a été connu que quelques minutes avant l'entrée du tribunal. Il a occupé son siège comme tous ses collègues, de sorte que la cour était au grand complet quand le président Fuller a donné lecture de la décision qui a commencé à l'ouverture de l'audience.

Le vote des membres de la cour a été de cinq contre et quatre pour. Ceux qui ont voté contre la loi sont le président Fuller et les juges Field, Gray, Brewer et Shiras; ceux qui ont voté pour sont les juges Harlan, White, Brown et Jackson.

Augmentation de salaires.

Presse Associée.

Baltimore, 20 mai—La compagnie manufacturière de Henry McShane a élevé volontairement de dix pour cent les salaire des mille ouvriers qu'elle occupe.

Le monument de Raleigh.

Presse Associée.

Raleigh, Caroline du Nord, 20 mai—Le monument de Raleigh aux confédérés, qui sera inauguré aujourd'hui à Raleigh; mesure 72 pieds 6 pouces et sera éclairé par quatre lampes électriques en bronze, à trois branches; à mi-hauteur de la colonne se trouvent deux statues de bronze.

L'une représente un artilleur tenant en main un écouvillon. Sur le côté opposé se trouve un cavalier démonté, le sabre en main, dans une attitude très martiale. Sur la base, des médaillons circulaires de bronze portent le sceau des Etats Confédérés et de la Caroline du Nord.

Il y a deux inscriptions. L'une est : "La Caroline du Nord à ses morts Confédérés"; l'autre est ainsi conçue : "Les premiers à Bothel, les derniers à Appomatox, 1861-1865".

La partie principale de la colonne est formée d'une seule pierre mesurant 27 pieds de hauteur et pesant 55,000 livres.

Le monument est surmonté d'une figure de bronze représentant un fantassin en marche se tenant dans une attitude aisée, le fusil serré dans les deux mains. Cette statue a dix pieds de haut et pèse 2500 livres.

Toutes les statues ont une expression de vie; les modèles sont des vétérans vivant à Raleigh; elles sont déclarées très bonnes. Le travail a été éxécuté à la fonderie Royale de Munich, en Bavière. Le monument est installé à l'entrée